



Les élections libyennes reportées pendant que les violences s'aggravent

Par [Jean Shaoul](#)

Mondialisation.ca, 11 juin 2012

[wsws.org](#) 11 juin 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Le Conseil national de transition (CNT) au pouvoir en Libye a reporté les élections prévues pour le 19 juin dans un contexte d'escarmouches permanentes entre milices, d'enlèvements et d'arrestations. Les élections n'auront probablement pas lieu avant la mi-juillet au plus tôt.

Le mercredi, le consulat des États-Unis à Benghazi a été attaqué à la bombe et aux grenades, sans faire de blessés. Ce serait en représailles au meurtre du prêtre d'origine libyenne Abu Yahya al-Libi dans une frappe de drone américaine au Pakistan quelques heures plus tôt.

Au début de la semaine, une brigade de miliciens d'al-Afwiya avait brièvement pris possession de l'aéroport international de la capitale, Tripoli, et bloqué au sol tous les vols pour faire pression sur le CNT afin qu'il libère leur chef, Abu Ajila al-Habshi.

L'al-Afwiya n'est qu'un groupe parmi plus de 500 organisations « rebelles » armées qui ont lutté contre les forces de Kadhafi. Durant la guerre de l'OTAN, ils se sont emparés de différentes zones de la Libye, ainsi que de ses infrastructures et de ses fonds les plus importants et rentables, établissant des postes de garde le long des ses principales autoroutes. Une grande partie de ces gangs rivaux n'a toujours pas été dissoute, ni n'a été intégrée dans l'armée nationale, qui n'est elle-même guère plus qu'une milice de plus. Il y a eu des nouvelles régulièrement sur des combats entre ces groupes armés qui se taillent des « zones d'influence » dans les villes et villages libyens.

Le maintien de ces conflits montre que la justification donnée par l'OTAN à sa guerre pour un changement de régime – l'idée que cela amènerait la démocratie et les droits de l'homme – était un mensonge. Au lieu d'une « libération », le pays est confronté à des éruptions de violence et à la guerre civile.

Les élections, quand elles auront lieu et si elles ont lieu, ne seront qu'une parodie de démocratie. Elles désigneront une assemblée de 200 membres dont la première tâche sera de rédiger une nouvelle constitution, qui sera ensuite proposée en référendum. La loi électorale indique que seuls ceux ayant une « qualification professionnelle » peuvent se présenter comme candidat, rendant les candidatures ouvrières impossibles. Pratiquement toutes les personnes ayant collaboré à quelque niveau que ce soit au gouvernement de Kadhafi n'ont pas le droit de se présenter, à moins de démontrer « un soutien précoce et clair à la révolution du 17 février. »

Le gouvernement provisoire a également introduit de nouvelles lois controversées qui

érigent en crime le fait de glorifier le régime précédent ou « d'insulter les objectifs de la révolution du 17 février. »

Mises ensemble ces lois restreignent les candidatures à un nombre relativement faible, et même celles-ci doivent passer par l'approbation de la Commission électorale.

Le report du vote n'a attiré que peu de commentaires de la part des puissances occidentales. Leur véritable intention en Libye était d'installer un gouvernement docile qui les autoriserait à garder le contrôle des réserves de pétrole lucratives du pays, à renforcer leur position géostratégique en Afrique du Nord, et à augmenter leur pénétration sur tout le continent africain. Pour cela, ils ont accordé leur soutien au CNT - un amalgame d'ex-piliers du régime, d'informateurs de la CIA et de fondamentalistes islamistes.

Au pouvoir, le CNT n'a que peu de crédibilité et son contrôle sur le pays reste fragile. Il a été contraint de s'en remettre à d'autres milices pour la sécurité et la justice pénale, ce sont des forces qui détiennent plus de 7000 prisonniers selon un rapport de janvier dernier publié par les Nations unies. Les groupes de défenses des droits de l'Homme ont accusé certaines d'entre elles d'abus manifestes contre leurs prisonniers.

Les tribus berbères à l'ouest du pays se sont plaintes de l'indifférence officielle et de la négligence du CNT. En mars, des luttes tribales ont éclaté au Sud du pays, tuant au moins 150 personnes. Des gangs armés se battent pour le contrôle des routes utilisées par les trafiquants vers le Tchad et le Soudan, faisant des centaines de morts. Les escarmouches autour de Tripoli entraînent fréquemment la fermeture des frontières avec la Tunisie. Le mois dernier, un gang armé a fait irruption dans le bureau du Premier ministre pour demander des arriérés de salaire.

Comme le démontre l'attaque contre le consulat américain, même à Benghazi, centre de la révolte contre Kadhafi, la situation est instable. Les constructions dans la ville sont au point mort depuis de départ l'an dernier de la quasi-totalité des 3,5 millions de travailleurs étrangers du pays. Le chômage domine et les emplois qui restent sont donnés à des immigrés très mal payés venant du Bangladesh et du Soudan.

Le gouvernement provisoire a établi le Comité suprême de sécurité (CSS) sous le contrôle du ministère de l'intérieur pour qu'il reprenne le contrôle des forces de sécurité aux milices. Le CSS prétend que 32 000 membres des forces de police de Kadhafi, qui en comptaient 88 000, ont repris le travail, constituant l'essentiel des 50 000 hommes qu'il affirme pouvoir aligner. 28 000 autres sont encore à l'entraînement, dont 13 000 en Jordanie.

Le CNT n'a été en mesure de reprendre le contrôle de l'aéroport international de Tripoli à une Brigade des milices de Zintan qu'en avril. Il a également arraché le contrôle de l'aéroport de Benita, en pleine ville, à Souq al-Juma, qui le « gardait » depuis août dernier. Mais sur l'aéroport de Benghazi, c'est toujours l'emblème des Martyrs de la Libye Libre qui flotte.

Lorsque le ministère a essayé de déployer les unités du CSS, il a provoqué la colère des forces armées les plus puissantes du pays, les milices qui contrôlent Misrata et Zintan. Leurs conseils municipaux insistent sur le fait que les milices doivent rester sous contrôle régional.

Les brigades craignent de perdre leurs revenus sous un régime de sécurité nationale unifiée, le CNT recrutant dans les rangs de l'ancien régime et confiant des contrats à

compagnies de sécurité privées basées dans les pays de l'OTAN qui ont fait tomber Kadhafi. La firme britannique Aegis, qui a réalisé d'énormes profits grâce à ses contrats en Irak après l'invasion, cherche 5 milliards de dollars pour financer ses opérations de police des frontières libyennes.

Lorsque le représentant des nations unies Ian Martin a dit au Conseil de sécurité de l'ONU le mois dernier que le CSS avait enregistré 60 000 à 70 000 miliciens, il a déclaré son inquiétude, en disant qu'il « était essentiel, cependant, que le comité ne devienne pas une force de sécurité parallèle. »

Le *Guardian* a mentionné l'exemple effroyable du chirurgien Salem Forjani, envoyé au principal centre médical de Tripoli par le ministre de la santé pour licencier le directeur de l'hôpital, accusé de se servir dans les fonds publics et d'avoir des liens étroits avec le régime Kadhafi. Forjani a été enlevé, enfermé et torturé par le CSS. Après cinq jours, il a été libéré sans être accusé de quoi que ce soit. Le ministre de la santé n'a pu obtenir aucune explication de la part du CNT. Le CNT n'a ni arrêté les ravisseurs, ni lancé d'enquête comme le demandait le ministre.

Le mois dernier, Amnesty International citait le cas de 20 détenus qui ont été déshabillés et battus à plusieurs reprises jusqu'à perdre conscience, puis ranimés et battus à nouveau, à la prison d'Ain Zara. Ils ont été laissés deux jours étendus sur un sol en béton sans matelas ni couverture.

Le CNT est passé de 9 à 86 membres, mais personne ne sait qui ils sont ni comment ils sont choisis. Ses réunions ont lieu en secret, ses votes ne sont pas publiés, et ses décisions ne sont annoncées que de temps en temps à la télévision. Personne ne sait ce qu'il advient des revenus du pétrole estimés à 5 milliards de dollars par mois, ni des 200 milliards de dollars d'investissements libyens.

La guerre de l'OTAN contre le régime de Kadhafi n'était que l'annonce d'une offensive américaine visant à prendre le contrôle de l'Afrique. Immédiatement après le lynchage de Kadhafi, les États-Unis ont annoncé qu'ils envoyaient des troupes vers quatre autres pays africains - la République centrafricaine, l'Ouganda, le Sud Soudan, et la République démocratique du Congo. L'AFRICOM, commandement africain de l'armée américaine, devrait mener 14 exercices militaires conjoints dans les pays africains en 2012, un nombre jamais atteint par le passé.

Tout cela n'aurait pas pu être réalisé sans se débarrasser de Kadhafi. Il était un obstacle à la pénétration américaine en Afrique. Il jouissait d'une influence considérable par l'intermédiaire de l'Union africaine (UA), jouant un rôle majeur dans son établissement dans les années 1990. Il était son plus grand contributeur et présida l'organisation en 2009-2010. La Libye a également fourni près de 150 milliards d'investissements en Afrique et proposait la création d'une Banque du développement de l'Union africaine qui aurait réduit la dépendance financière de l'Afrique envers l'occident.

C'est Kadhafi qui a empêché les États-Unis de trouver un quartier général pour l'AFRICOM en Afrique même, en offrant des liquidités et des investissements aux gouvernements africains et contraignant les États-Unis à l'installer à Stuttgart, en Allemagne. Maintenant, l'UA est remise au pas pour mener les aventures coloniales de Washington, ses forces s'intégrant dans l'AFRICOM.

Article original paru en anglais, [WSWS](#), le 7 juin 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Jean Shaoul](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Jean Shaoul](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca